

## **Penser le legs du marronnage à la Martinique : l'exemple du carnaval 2021**

Alexandra Roch

Université des Antilles, Martinique

### **Résumé**

Le marronnage est indissociable de la période esclavagiste. Il constitue une contre-attaque des Africains esclavagisés qui implique tout un art de la ruse, des tactiques et des stratégies permettant de libérer l'esclavagisé de l'oppression. Toutefois, depuis une décennie, il y a une revendication ouverte des valeurs du marronnage dans les espaces anciennement colonisés, comme la Martinique.

Cette réflexion s'intéresse aux enjeux du marronnage à la Martinique à travers le carnaval de 2021. L'analyse permettra de révéler que malgré la départementalisation, la Martinique est dans une situation de colonialité qui s'amplifie à travers la gestion de la crise sanitaire qui ne tient pas compte des problématiques du territoire. C'est dans ce contexte que les stratégies de marronnage refont surface à travers le carnaval, permettant aux carnavaliers martiniquais d'exprimer leur résistance face à une situation sanitaire et politique jugée oppressante.

**Mots-clés :** Marronnage, Carnaval, Résistance, Émancipation, Colonialité

## Introduction

Durant la crise sanitaire de la Covid-19, qui ne cesse de sévir, les journaux de la France hexagonale se sont fait l'écho du non-respect des consignes préfectorales interdisant toutes manifestations carnavalesques à la Martinique en 2021. La presse déclare « l'interdiction préfectorale était claire mais l'appel du carnaval a été le plus fort pour certains Martiniquais qui ont participé à des défilés oubliant les gestes barrières contre la pandémie de Covid-19 » (L'Obs, 2021 [en ligne]). Si pour certains ces défilés sont inconscients, pour d'autres, il faut y voir une forme de marronnage contemporain, c'est-à-dire « une riposte inventive qui passe par des postures, des techniques corporelles, tout un savoir incorporé » (Denetem Touam Bona, 2016 : 32). En effet, face à une situation sanitaire jugée oppressante, engendrée par les multiples confinements, une gestion de crise qualifiée d'« indécente, déplorable, bancal, inadaptée au territoire » (Bouko-Lévy, 2020 [en ligne]), certains Martiniquais ont décidé de braver les mesures prises par le préfet Stanislas Cazelle et certains maires, concernant l'interdiction du carnaval. C'est donc en ces termes que l'un des médias locaux retrace cette édition carnavalesque :

Un vidé marron en plein mardi gras [...] plus que jamais cette année, le carnaval a exprimé sa spontanéité originelle dans plusieurs quartiers et communes de Martinique jusqu'à des heures avancées de la nuit. Les images de ces vidéos sont mal vues par le gouvernement en pleine crise sanitaire de la covid-19. Mais pour beaucoup de carnavaliers, braver les interdits était un acte militant... (Octavia, 2021, [en ligne])

Si le carnaval, dans son essence, revêt un caractère de résistance et de rébellion légitimé par les autorités politiques, c'est dans l'édition de 2021 que cette dimension transgressive atteint son paroxysme. D'ailleurs, l'expression « vidé marron » est très symbolique et montre cet aspect, comme le certifie un carnavalier à la presse locale : « Vidé marron, c'est le terme qui convient car il y a une connotation de rébellion et c'est un peu le but ». C'est ainsi que

le déboulement des carnavaliers dans les rues rappelle incontestablement les enjeux du marronnage et le combat des nègres marrons pour leur liberté pendant l'esclavagisation.

Le marronnage, rappelons-le, constitue une contre-attaque des africains esclavagisés qui implique tout un art de la ruse, des tactiques et des stratégies permettant de libérer le corps noir, premier espace d'oppression des colonisateurs.

En quoi l'édition carnavalesque de 2021 à la Martinique relève d'un marronnage contemporain ? Quelle est la situation sociale à la Martinique qui conduit au renouvellement du marronnage ? Quels sont les enjeux des vidés marrons à la Martinique ? Quelles sont les stratégies de marronnage déployées par ces carnavaliers marrons ?

Afin de répondre à ces interrogations, cette analyse se basera sur une recherche qualitative permettant de comprendre les enjeux de ces vidés marrons en pleine crise sanitaire de la Covid-19 et le contexte socio-politique d'émergence de ce marronnage. Il s'agira de lire ces déboulements non pas comme des actes irréfléchis ou inconscients, mais comme un espace-temps permettant de dénoncer une colonialité existante, mais aussi comme un espace permettant de libérer le corps noir de toute forme d'oppression.

Dans un premier temps, la réflexion s'attachera à montrer que, malgré la départementalisation, la Martinique est dans une situation de colonialité qui s'amplifie à travers la gestion de la crise sanitaire, qui ne tient pas compte des problématiques du territoire. Après avoir exposé le contexte socio-politique d'émergence du marronnage, le concept de contre-espace servira à démontrer que les vidés marrons constituent un espace de dénonciation de la politique en place et d'expression de la libération du corps opprimé. Enfin, l'analyse

s'intéressera aux stratégies mises en place par les carnavaliers dans cet espace-temps pour contrecarrer les mesures répressives du gouvernement.

## **La colonialité à la Martinique : Contexte d'émergence du marronnage**

### **Une colonisation silencieuse depuis la départementalisation**

Le marronnage est indissociable de la période esclavagiste. Toutefois, certaines attitudes laissent penser à un héritage de ce marronnage dans les espaces post-coloniaux. En effet, pour Denetem Touam Bona, « dans une société où les dispositifs de surveillance et de contrôle ne cessent de proliférer, je pense que cette figure de résistance [le marronnage] garde toute son actualité » (2016). Face à une situation culturelle, sociale et politique oppressante, les Afro-descendants puisent donc dans les stratégies et les détours des nègres marrons pour s'affirmer en tant qu'être.

Malgré la départementalisation en 1946, qui met en exergue la volonté d'une égalité sociale, politique et économique des colonisés avec la métropole française, la Martinique connaît une véritable crise sociale résultant du manque d'autogestion des Martiniquais concernant les problématiques de leur territoire. C'est à ce titre qu'Aimé Césaire expose dans son article « Crise dans les départements d'Outre-Mer ou crise de la départementalisation » le mal-être dont souffrent les Martiniquais :

[...] le grand mal dont souffrent les Antilles est d'être encore des colonies, les seules, les dernières des colonies françaises [...] si j'avais à définir une colonie je dirais que plus qu'un pays dépendant – ce qui n'a pas grand sens dans un monde solidaire – c'est un pays dominé, aliéné qui n'a d'existence qu'en fonction d'un ailleurs ; un pays extraverti. Et cela à tous les points de vue : du point de vue politique, en ce que son administration est tout entière entre les mains d'une métropole, du point de vue économique, en ce que, réduit à l'état de débouché, son économie est intégrée dans une autre plus puissante, du point de vue social enfin, parce que dominé par un groupe de colons allogènes, tenant

au sein de la population, grâce à la métropole, une situation privilégiée. Or, c'est cela les Antilles. (1961 : 110)

En dépit d'une évolution du statut politique de la Martinique, de colonie à département, un malaise social perdure sur le territoire et conduit au désenchantement d'Aimé Césaire lui-même et de bien d'autres, qui voient la départementalisation comme « une domination silencieuse », « une acculturation et une dépossession idéologique ». En effet, si l'on s'appuie sur la déclaration de Césaire après les émeutes de 1959 à Fort-de-France, la départementalisation n'a fait que renforcer l'extinction de la voix de l'Afro-descendant qui se retrouve une nouvelle fois dans une situation de dépossession de pouvoir, dans une incapacité de penser et de décider par lui-même et pour lui-même :

L'assimilation n'étant pas autre chose qu'une forme de la domination et peut être la plus absolue [...]. Des peuples frustrés du droit de se gouverner eux-mêmes, frustrés du pouvoir d'orienter, fut-ce dans une mesure infime, leur propre destin ; à la limite, frustrée d'eux-mêmes, se réveillent à une revendication nouvelle : celle de leur personnalité et de l'auto-gestion. (Césaire, 1961 : 111).

De ce point de vue, la départementalisation a contribué au maintien d'une relation de colonialité entre l'ancienne colonie et la métropole.

Cette privation de la liberté, la politique d'assimilation et d'aliénation du Martiniquais suscitent un vif sentiment de frustration et d'amertume, qui renvoie à une relation dominant-dominé ou colonisateur-colonisé ; ce que la Professeure Patricia Donatien définit comme la colonialité :

Ce processus, articulant hégémonie et subalternité, dans une dialectique maître-esclave, enfermant le colonisé dans une infériorité supposée et le colonisateur dans une supériorité tout aussi hypothétique, a en effet créé une philosophie qui connaîtra son apogée au dix-huitième siècle [...] dans ce système de représentation, la différence et l'altérité ont été conçues comme étant de fait opposées, inférieures et donc, subalternes [...] il

s'agit donc là d'une réalité contemporaine et non pas d'une manière d'être et de penser qui appartiendrait au passé. Par ailleurs, cette colonialité existe et persiste, ce qui est encore plus grave, à travers une certaine pensée étatique et certaines orientations de l'élite. (2020 : 3)

Cette infériorité supposée évoquée par Donatien s'illustre, entre autres, par la quasi absence des Martiniquais dans la prise des décisions concernant leur territoire. C'est ainsi que pour certains Martiniquais, comme le syndicaliste Philippe Pierre Charles ou encore Garcin Malsa, président du Mouvement International pour les Réparations, la gestion de la crise sanitaire de la Covid-19 à la Martinique est un exemple de cette subalternisation du peuple martiniquais. La gestion de la Covid-19 n'a fait qu'accentuer la colonialité existante entre la Martinique et la France hexagonale.

### **La covid-19 et la gestion coloniale d'une crise sanitaire**

Dans une interview accordée au site internet Mr Mondialisation, plusieurs citoyens ultramarins soulignent la supériorité de la France hexagonale dans la prise de décision des mesures sanitaires de la Covid-19, qui ne sollicite pas l'avis des locaux : « Les mesures prises en France hexagonale ont été appliquées à Mayotte, en Guyane, en Guadeloupe, en Martinique et à la Réunion sans prendre en compte leurs spécificités locales. Ce qui est lourd de conséquences aujourd'hui ». Ce constat témoigne du manque d'autonomie et d'autogestion de ces territoires, reflétant une forme de colonisation politique. Car, pour reprendre la pensée du poète et politicien martiniquais Aimé Césaire, « si, comme on vous l'a proposé, il existait dans les colonies des assemblées délibérantes, investies du droit de se prononcer sur tout ce qui pourrait tenir à la législation intérieure, la France n'exercerait plus sur elle qu'une sorte de souveraineté féodale » (1961 : 110). Il y a une certaine volonté de la France de maintenir les anciennes colonies dans une forme de subalternité afin de continuer d'exercer un certain pouvoir. Pour le

syndicaliste guadeloupéen Eli Domota, cette colonialité se manifeste par le mépris des autorités gouvernementales vis-à-vis de l'être humain guadeloupéen mais aussi martiniquais. C'est ainsi que ses propos révèlent une totale dépossession des Afro-descendants de leur territoire, de leur identité et de leur destin. Domota déclare à ce sujet :

La marque de la colonialité s'inscrit en premier lieu dans la considération des autorités pour la vie. Les femmes et les hommes affectés ne sont ni des numéros, ni des éléments d'un ensemble mathématique, ni des objets de probabilités. Cette perception de la vie est intimement liée au développement moderne des relations entre l'occident et le reste du monde, notamment entre les puissances coloniales et leurs possessions caribéennes, américaines [...] le préfet et la direction de l'ARS sont SEULS à indiquer à TOUS ce qu'il convient de faire. (Destom Bottin, 2020, [en ligne])

L'utilisation de la majuscule pour les mots « seul » et « tous » permet de souligner la relation dominant-dominé entre les représentants de l'état et le peuple et de mettre en exergue, aussi, le sentiment d'exaspération vis-à-vis de cette situation.

Au-delà de la Covid-19, cette colonialité existante exacerbe davantage le manque de confiance des Martiniquais envers le gouvernement français qui ne porte pas de véritables solutions aux problèmes sociaux des DOM comme la Chlordécone, l'échouage des algues sargasses ou encore le problème de l'eau.

C'est ainsi que dans son article « La Covid-19 aux marges de la France : Martinique, Guadeloupe et Guyane », la chercheuse Audrey Célestine revient sur le contexte social des Outre-Mer dans lequel le gouvernement français applique les mêmes règles sanitaires qu'en Hexagone.

Dans le cas de la Martinique et de la Guadeloupe, la crise sanitaire a approfondi la crise de confiance dans la capacité de l'État à protéger la santé des habitants des outre-mer. Si on assiste à une

reprise très progressive des vols avec la France hexagonale, de nombreux secteurs sont encore de faits marqués par la situation sanitaire et politique. La quasi-totalité des écoles des deux îles n'ont pas repris, les maires de la plupart des communes invoquant l'absence de moyens pour respecter les consignes sanitaires. Les coupures d'eau nombreuses en période de sécheresse face à des réseaux collectifs défaillants, rendent presque impossible la reprise dans certaines communes notamment rurales. Dans les cas des trois territoires, la gestion de la crise sanitaire s'est, comme souvent, largement fondée sur l'usage de mesures spécifiques et dérogatoires, marqueurs essentiels du déploiement de l'État en outre-mer. (Célestine, 2020, [en ligne])

C'est donc dans une situation de tension sociale et de méfiance totale envers l'État que les instructions concernant la pandémie s'appliquent à la Martinique. Ainsi, la persistance d'une relation de colonialité entre la France hexagonale et son ancienne colonie plonge l'Afro-descendant dans une attitude de subalternité, d'oppression, de passivité vis-à-vis des véritables problématiques de l'espace insulaire. C'est ce contexte social et politique qui pousse certains Martiniquais à trouver une voie d'émancipation qui entraîne la réapparition des tactiques et des stratégies déployées par les nègres marrons. C'est ainsi que le carnaval apparaît comme une réponse collective et un marronnage à cette colonialité.

### **Le vidé marron : une réponse collective à la colonialité**

#### **Le vidé marron : une défiance envers l'État**

Le carnaval est un espace-temps qui permet de dénoncer les problèmes sociaux et politiques. Durant le carnaval 2021, les carnavaliers ont rappelé à travers les différents bwabwa à l'effigie du préfet de la Martinique, Stanislas Cazelle, cette situation de colonialité. En effet, Cazelle est identifié à un colon ou un gouverneur, c'est-à-dire un homme « chargé de veiller au respect de l'exécution et de l'application des lois, décrets et règlements et à favoriser l'intégration des politiques régionales, fédérales et communautaires sur le



territoire de sa province ». Ces marionnettes montraient un préfet vêtu d'un pantalon blanc, d'une veste blanche et d'un casque colonial ; ce qui montre que l'objectif du préfet est de servir uniquement les intérêts de la France hexagonale sans prendre en considération les particularités du territoire, sa culture, son histoire. Par ailleurs, la chanson satirique, qui constitue un élément incontournable dans la parade carnavalesque, visait à dénoncer et tourner en dérision le préfet de la Martinique. Toutes les chansons manifestaient un certain mépris pour ce représentant de l'état et sa politique de gestion de l'espace insulaire concernant entre autres la Covid-19 ou encore le Chlordécone. À ce propos, dans une lettre ouverte l'association culturelle et carnavalesque, Akiyo souligne également les mêmes problématiques concernant l'incompétence du préfet de la Guadeloupe dans la gestion de la crise sanitaire. Akiyo condamne avec force le manque de considération pour le peuple et la culture de la Guadeloupe, tout aussi applicable à la Martinique.

Nous vous avons régulièrement demandé de prendre vos responsabilités pour protéger la population guadeloupéenne. Notamment en réglementant les arrivées des passagers sur le territoire, vaccinés ou pas.

Il est inadmissible qu'il n'y ait pas de motifs impérieux et de vraies quarantaines imposés À TOUS LES PASSAGERS arrivants [...] aucune de ces mesures n'a été prise, pour anticiper la vague de contamination en cours et force est de constater qu'encore une fois notre culture est sacrifiée comme l'année dernière qu'il s'agisse du carnaval, de Pâques, des grandes vacances et des fêtes de fin d'année. Nous sommes sur une île, il n'y a aucun variant qui arrive en Guadeloupe « à la nage » !

Nous vous invitons M. Le Préfet à vous renseigner sur l'importance des mœurs et coutumes de notre île. La Culture a une place incontournable dans l'équilibre de la vie guadeloupéenne. ( Akiyo, 2022, [en ligne])

Ces mots présentent la culture comme un lieu d'expression de la résistance de la population martiniquaise face aux décisions préfectorales. C'est ainsi que les vidés marrons en pleine pandémie interviennent comme un espace de dénonciation et de défiance totale des carnavaliers envers l'État et ses

représentants. Les carnavaliers accompagnés de certains groupes à pied ont décidé de braver les décisions préfectorales qui « invitent à ne pas participer aux quatre jours gras de carnaval. Toute personne qui dérogerait à cette interdiction pourra faire l'objet de poursuites et sa responsabilité personnelle pourra être engagée » (Martinique la 1<sup>ère</sup>, 2021 [en ligne]). Des jets de pierres ont été dirigés vers les forces de l'ordre qui empêchaient l'accès à certains lieux. Par ailleurs, les carnavaliers défilaient dans le centre-ville et s'arrêtaient même devant la préfecture et le tribunal, lieux symbolisant les autorités françaises, pour narguer le préfet et exprimer ouvertement leur mécontentement. D'ailleurs, certains politiciens partagent cette pensée des carnavaliers et mettent en exergue ce manque de pouvoir, voire d'autonomie des Martiniquais en déclarant « nous pouvons décider par nous-mêmes de ce qu'il faut faire pour notre pays au lieu de laisser les autorités le faire à notre place » (Corbin, 2021, [en ligne]). Il s'agit également pour cet homme politique et ces carnavaliers de réveiller les consciences et d'inciter ces hommes et ces femmes martiniquais à prendre leur destin en main. En ce sens, le carnaval 2021 agit comme un espace de marronnage où les carnavaliers défient ouvertement les autorités françaises. Les mesures restrictives sont perçues comme une entrave à la liberté culturelle, comme le précise un carnavalier : « nous avons trop de restrictions au quotidien avec cette crise sanitaire. Nous voulons que nos traditions soient respectées ni plus ni moins. Je suis ici pour militer pour que ce carnaval continue d'exister » (Corbin, 2020, [en ligne]). Cette citation témoigne d'une volonté des carnavaliers de se libérer de l'oppression due à la situation sociale et politique de l'espace insulaire, mais aussi à la situation sanitaire de la pandémie.

### **Le vidé marron : un contre-espace**

Les vidés marrons agissent donc comme un contre-espace permettant aux carnavaliers de se libérer, de décider par eux-même et d'être acteur de

leurs propres choix, le temps de quatre jours : du dimanche gras au mercredi des Cendres. C'est ainsi que Hugues Bazin définit, dans son article « Les figures du tiers-espace : contre-espace, tiers-paysage, tiers-lieu », le contre-espace comme un espace visible ou non visible, autonome, autogéré, libéré qui s'oppose à l'environnement et qui s'affranchit de frontières sociales, politiques ou culturelles.

Le contre-espace fait appel à la notion d'hétérotopie chère à Michel Foucault [...] les contre-espaces ne sont pas tous aussi visibles. Ils peuvent se former à partir de micro-mouvements chaque fois qu'entre en conflit une légitimité institutionnelle avec une légitimité processuelle et d'une manière générale, là où le manque d'interfaces grippe les rouages démocratiques. Les contre-espaces renvoient donc directement à l'exploration de nouvelles formes de gouvernance qui manquent cruellement aujourd'hui dans la manière de concevoir le développement des territoires et la prise en compte des acteurs populaires, c'est-à-dire ceux dont le rôle n'est pas légitimé par une forme instituée de mandat ou de mission. (Bazin, 2016, [en ligne])

Le carnaval est un contre-espace où la liberté, l'autonomie et l'autogestion ont pris tout leur sens pendant cette pandémie. Dans ce contre-espace, la population martiniquaise oubliée ou invisible, qui n'entre pas dans le champ de la reconnaissance du politique concernant les prises des décisions sanitaires, exprime sa voix. Les manifestations carnavalesques agissent comme une forme de marronnage culturel. Au-delà du simple divertissement, le carnaval 2021 à la Martinique constitue un espace de parole, de contestation du pouvoir en place, un espace de rébellion, de révolution comme il a pu être constaté à travers l'omniprésence des drapeaux martiniquais rouge-vert-noir brandi par les carnavaliers. Garcin Malsa explique la symbolique des différentes couleurs associées à ce drapeau très significatif de l'identité et de l'histoire du peuple martiniquais.

Le ROUGE pour glorifier le sacrifice dans le combat des Amérindiens et des Nègres Mawons (*Noirs Marrons*). Rebelles pour nous exhorter dans notre lutte légitime pour l'existence et la

libération de nos consciences et de notre nasyon (nation) du joug colonial. Le VERT pour cultiver notre foi en notre pays fécond pour honorer notre terre et notre mer nourricières, matrices de notre patrimoine et porteuses d'espoir pour les générations futures du peuple martiniquais. LE NOIR pour affirmer notre origine essentiellement noire africaine tant dénigrée pour l'ethnocentrisme européen et manifester notre « négritude de kréyols » (créoles), c'est-à-dire notre culture de peuple majoritairement nègre né aux Amériques, sans pour autant verser dans l'ethno-nationalisme et admettre totalement nos dimensions et héritages amérindiens, asiatiques et européens. (Zander, 2007 : 186)

Ces différents éléments mettent en exergue l'affirmation identitaire des carnavaliers, qui rejettent cette colonialité et qui tendent à étouffer la voix des anciens colonisés. Par ailleurs, comme le souligne Dominique Dubois dans son article intitulé « Espace urbain et Transformations sociales dans *The Dragon Can't Dance* d'Earl Lovelace » : « le carnaval est pour cette population de laissés-pour-compte une victoire sur l'adversité, une façon de se prouver qu'ils existent. À ce titre, on peut dire que le carnaval représente un mode de régénération cathartique » (2000 : 50). La culture permet donc de marronner un système politique oppressant, de retrouver un certain pouvoir et une liberté même éphémère. La chercheuse Aimie Maureen Shaw renforce cette pensée dans son analyse de la notion de carnaval chez Bakhtine et révèle le sentiment de liberté éphémère qui réside dans cette manifestation culturelle :

L'utopie du carnaval créait ainsi une échappatoire à la dureté de la vie quotidienne. Cette utopie, même si elle était temporaire offrait une émancipation au peuple qui se sentait renouvelé en ressentant la puissance de la collectivité et en expérimentant la possibilité de se battre contre l'oppression de la sphère officielle. (Shaw, 2016, [en ligne])

En ce sens, les vidés marrons à la Martinique en 2021 sont une thérapie, une catharsis qui permet à l'opprimé de se décharger des inégalités sociales et

politique. Par ailleurs, ces vidés marrons conduisent à la libération du corps et au renouvellement de l'être humain.

## **Les réseaux sociaux : alliés des carnavaliers marrons**

### **Réseaux sociaux et subversion**

À l'instar des nègres marrons qui développaient des stratégies pour résister à l'esclavagisation et au colonialisme, les carnavaliers ont dû faire preuve d'inventivité afin de contrecarrer les représentants de l'État français, les gendarmes et les policiers qui devaient faire régner l'ordre.

Les réseaux sociaux ont servi essentiellement d'alliés aux carnavaliers et ont permis de « trouver de l'espace où on ne vous attend pas, et à inventer en ne comptant que sur soi, rien dans les mains, rien dans les poches » (2018 : 14). Le mot d'ordre était de rester connecté, car les codes vestimentaires et les lieux de rencontre étaient communiqués seulement quelques minutes avant le début du vidé. Les médias locaux racontent cette façon inédite de procéder et déclarent : « Blanc et parapluie » c'était le mot d'ordre pour l'ouverture des jours gras façon vidé marron. Comme d'habitude, dress code et lieux de rendez-vous avaient circulé par whatsapp quelques heures plus tôt ». Les réseaux sociaux servent donc de plateforme d'échange et de transmission pour convoquer les carnavaliers et subvertir les mesures préfectorales en place.

Cette stratégie de marronnage collectif et culturel a pour objectif de déstabiliser les forces de l'ordre déjà positionnées à des lieux spécifiques et attendant massivement les carnavaliers marrons.

Si l'espace et le temps du vidé sont définis, en général, par les municipalités, avec un circuit élaboré et un temps donné, généralement de 15h à 19h, en 2021, les vidés se déroulaient dans des espaces imprévisibles comme des ronds-points, autoroute, des zones industrielles et à des heures

très avancées dans la nuit. L'espace et le temps du carnaval sont totalement déconstruits

L'espace-temps du carnaval, du dimanche gras au mercredi des Cendres, a permis aux Afro-descendants d'extérioriser l'héritage légué par les nègres marrons. A l'instar des nègres marrons, ces carnavaliers ont déclaré la guerre au système annihilant. Les diverses stratégies utilisées visaient à déstabiliser et malmener les autorités préfectorales. C'est en ce sens que le carnaval marron, qui est l'expression du marronnage collectif et culturel, rappelle en tout point « la course folle du marron [qui] s'inscrit dans une culture insurrectionnelle du corps : corps à corps de la révolte, corps suicidés, corps dansants, chantants, vibrants, corps possédés » (Bona, 2005 : 42). Durant ce carnaval 2021, le corps est instrumentalisé pour exprimer de la résistance, de la rébellion, du mécontentement mais aussi du pouvoir, de la liberté.

Le statut social et politique à la Martinique au XXI<sup>e</sup> siècle témoigne d'une situation de colonialité qui s'illustre par la persistance de la domination des formes de pensées coloniales dans l'ancienne colonie et qui impacte plusieurs champs de la société. En effet, le manque d'autonomie, d'émancipation et de liberté positive renforcent le sentiment d'acculturation et d'aliénation du peuple martiniquais.

C'est ainsi que l'étude a permis de démontrer que cette colonialité conduit à la réappropriation et au renouvellement des stratégies développées par les nègres marrons pendant l'esclavagisation. Le carnaval, et plus particulièrement l'édition carnavalesque 2021 sert d'espace de marronnage dans l'espace post-colonial, permettant de dénoncer et de s'affranchir du carcan de la colonialité pendant un espace-temps bien défini. Le contre-espace du carnaval est certes un espace de rébellion et de résistance où le carnavalier exprime sa volonté pour son pays, mais il s'agit également d'un

espace d'émancipation et de reprise du pouvoir. Par le biais des réseaux sociaux, les carnavaliers marrons ont fait leurs propres choix concernant les heures et les lieux des manifestations carnavalesques. Si les vidés marrons ont été perçus comme des lieux de propagation du virus de la Covid-19 à la Martinique, ils ont permis une reprise du pouvoir, de défier et déstabiliser les autorités gouvernementales qui maintiennent une certaine colonialité, pendant quatre jours.

## Bibliographie

Anakesa Kululuka, Apollinaire, « Le “dire musical” pour la liberté dans le processus du marronnage chez les Bushinengé de Guyane : thème et variations » dans Jean Moomou et les membres de l'APFOM (dir.), *Sociétés marronnes des Amériques. Mémoires, patrimoines, identités et histoire du XVIIe au XXe siècles*, Matoury, Ibis Rouge, 2015, pp. 377-393.

Anakesa Kululuka, Apollinaire, « Transmission culturelle : une réalité vitale humaine et sociale en Martinique ? – Thème et variations », Cultures-Kairós [En ligne], paru dans Les numéros, mis à jour le : 02/10/2016, URL : <https://revues.mshparisnord.fr:443/cultureskairos/index.php?id=1217>.

Bazin, Hugues, « Les figures du tiers-espace : contre-espace, tiers-paysage, tiers-lieu », *Filigrane. Musique, esthétique, sciences, société*. [En ligne], « Édifier le Commun, I, Tiers-Espaces », mis à jour le 22 mars 2016, URL : <https://revues.mshparisnord.fr:443/filigrane/index.php?id=71>

Bechaq, Dimitri, « Les parcours du marronnage dans l'histoire haïtienne : entre instrumentalisation politique et réinterprétation sociale ». *Ethnologies*, vol. 28, n°1, 2006, pp.203-240.

Berlin, Isaiah, *Éloge de la liberté*, Paris, Calmann-Lévy, 1988.

Bertrand, Michel. « Qu'est-ce que transmettre ? », *Études théologiques et religieuses*, vol. 83, n°3, 2008, pp. 389-404.

Bona Touam , Dénétem, « Les métamorphoses du marronnage », *Lignes*, n°16, 2005, pp. 36-48.  
<https://www.cairn.info/revue-lignes-2005-1-page-36.htm>

\_\_\_\_\_, « La Fugue créatrice des nègres marrons », Ici et ailleurs, 2016.  
[La fugue créatrice des nègres marrons - Ici et ailleurs \(ici-et-ailleurs.org\)](http://ici-et-ailleurs.org)

\_\_\_\_\_, *Fugitif, où cours-tu ?*, Paris, Presses Universitaires de France, 2016.

Bonilla, Yarimar, « Le syndicalisme comme marronnage : épistémologies du travail et de l'histoire en Guadeloupe », dans Jean-Claude William, Fred Reno et Fabienne Alvarez (dir.), *Mobilisations sociales aux Antilles : les événements de 2009 dans tous leurs sens*, Paris, Karthala, 2012.

Bonniol, Jean-Luc, « Janvier-mars 2009, trois mois de lutte en Guadeloupe », *Les Temps Modernes*, n°1, 2011, pp. 96-97.



Calicis, Florence, « La transmission transgénérationnelle des traumatismes et de la souffrance non dite », *Thérapie Familiale*, vol. 27, n°3, 2006, pp. 229-242.

Camara, El Hadji, « Les Antilles françaises et la départementalisation : de la domination « silencieuse » post-coloniale à l'aseptisation identitaire chez Édouard Glissant et Patrick Chamoiseau », *Voix Plurielles*, vol. 17, n°2, 2020, pp. 139–150.

Césaire, Aimé, « Culture et colonisation », *Présence Africaine Nouvelle série*, n°8, 1956, pp. 190-205.

\_\_\_\_\_, « Sur la poésie nationale », *Présence Africaine*, n°165-166, 2002, pp. 221-223.

\_\_\_\_\_, « Crise dans les départements d'Outre-Mer ou crise de la départementalisation », *Présence Africaine*, n°36, 1961, pp.109-111.

\_\_\_\_\_, « Nègreries : jeunesse noire et assimilation », *Les Temps Modernes*, n°676, 2013, pp. 246-248.  
<https://www.cairn.info/revue-les-temps-modernes-2013-5-page-246.htm>

Chalaye, Sylvie, *Corps marron*, Caen, Passage(s), 2018.

Curtius, Anny-Dominique, « Désontologisme et réontologisme des esclaves et des marrons », dans Jean Benoist, Jean Bernarbé, Raphaël Confiant et Gerry L'Etang, *Au Visiteur lumineux : Des îles créoles aux sociétés plurielles mélanges offerts à Jean Benoist*, Pointe à Pitre, Ibis Rouge, 2000, pp.103-114.

Daniel, Justin, « La crise sociale aux Antilles françaises », *EchoGéo [Online]*, *Sur le Vif*, 2009. <http://journals.openedition.org/echogeo/11117>

Donatien, Patricia, « Postcolonial et/ou (dé)colonial en France et dans la Caraïbe française, visées heuristiques et politiques : Can the Subaltern Speak? », *Transtext(e)s Transcultures*, n°15, 2020.  
<http://journals.openedition.org/transtexts/1422>

Dubois Dominique, « Espace urbain et transformations sociales dans *The Dragon Can't Dance* d'Earl Lovelace », in Duboin, Corinne (dir.), *La Ville plurielle dans la fiction antillaise anglophone images de l'interculturel*, Paris, Presses universitaires du Mirail, 2000.

Dumont, Jacques, Berard, Benoit, Château-Dégat, Richard, et Béral, Béatrice, « La place du marronnage et du nègre mawon dans les commémorations de l'esclavage aux Antilles depuis 1948 », dans Jean Moomou et Apfom. *Sociétés marronnes des Amériques. Mémoires, patrimoines, identités et histoire du XVIIe au XXe Siècles*, Pointe-à-Pitre, Ibis Rouge, 2015, pp. 663-678.

Eiguer, Alberto, « Transmission psychique et trans-générationnel », *Champ psy*, n°60, 2011, pp.13-25.

<https://www.cairn.info/revue-champ-psy-2011-2-page-13.htm9>

Guilhaumou, Jacques, « Autour du concept d'agentivité », *Rives méditerranéennes*, n°41, 2012. <http://journals.openedition.org/rives/4108>

Lemaire, Jean-Georges, « Les transmissions psychiques dans le couple et la famille : l'intrapsychique, l'intersubjectif et le transpsychique », *Dialogue*, n°160, 2003, pp. 39-52.

<https://www.cairn.info/revue-dialogue-2003-2-page-39.htm>

Mauffret, Blodwenn, « Le marronnage créateur. Principe esthétique de résistance », *Africultures*, n° 99-100, 2014, pp. 384-391.

Maureen Shaw, Aimie, « En dialogue avec Bakhtine : Carnavalisation, Carnavalesque et Carnaval au cœur du roman », Lakehead University, 2005. [http://dspace.library.uvic.ca/bitstream/handle/1828/191/Aimie\\_Shaw\\_Thesis.pdf](http://dspace.library.uvic.ca/bitstream/handle/1828/191/Aimie_Shaw_Thesis.pdf)

Rafael, Lucas, « Marronnage et marronnages », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°89, 2002. <http://journals.openedition.org/chrhc/1527>

Nicolò, Anna Maria, Strinati, Eleonora, « Transmission du traumatisme et défense transpersonnelle dans la famille », *Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux*, n°38, 2007, pp. 61-79  
<https://www.cairn.info/revue-cahiers-critiques-de-therapiefamiliale-2007-1-page-61.htm>

Perri, Pascal, *Le tourisme à la Martinique sous la plage, les conflits*, Paris, Karthala, 2004.

Puig, Steve, « Le marronnage en tant que moyen de résistance dans le film Neg'Maron », *II Tolomeo*, vol. 19, 2017.

Zander, Ulrike, « Le drapeau rouge-vert-noir en Martinique : un emblème national ? », *Autrepart*, vol. 42, n°2, 2007, pp. 181-196.